

Administration financière—Loi

A propos du Règlement, j'ai déjà dit qu'il n'y avait aucun député à la Chambre, même le premier ministre, qui refuserait d'admettre en toute sincérité que ce système ne fonctionne pas et qu'il faut le changer. Voilà pourquoi lors de la dernière session, nous avons confié toute l'affaire au comité permanent de la procédure et de l'organisation. Nous avons consacré beaucoup de temps et beaucoup d'efforts aux études entreprises par ce comité. Nous avons même siégé pendant que la Chambre était en vacance. Nous avons créé des sous-comités, nous avons pris notre travail au sérieux. Nous avons étudié d'autres organes législatifs à travers le monde et nous avons pris notre travail à cœur parce que nous savions que la Chambre le voulait ainsi.

Qu'est-il advenu du rapport du comité? Il n'a jamais vu le jour. Car il n'entrait pas dans les grandes lignes de la stratégie du leader du gouvernement de cette époque. Le leader estimait que le gouvernement aurait eu trop à donner, contrairement à l'opposition. Ce n'est pas une injustice que de révéler ces choses. C'est ainsi que tous ces efforts furent inutiles, que furent réduites à néant les recommandations que nous avions faites après une étude approfondie, tous les déplacements et les études que nous avons entrepris.

L'une des choses que nous avons examinées et sur lesquelles nous nous sommes entendus était l'établissement d'un comité des dépenses publiques qui jouerait un rôle permanent en même titre que le comité des comptes publics. Il étudierait couramment les dépenses de tous les ministères et pourrait interroger des représentants de n'importe lequel d'entre eux à n'importe quel moment de l'année, alors qu'à l'heure actuelle on n'a que les prévisions budgétaires qui sont scrutées par le comité pendant environ trois mois. Je ne sais plus au juste quand les prévisions budgétaires sont présentées; je pense que c'est vers le mois de mars, et elles sont retournées à la Chambre à la fin de mai.

De fait, monsieur l'Orateur, chaque année, au moins un ministère ou organisme du gouvernement, sinon deux et parfois même plus, ne présentent même pas ses prévisions budgétaires au comité. Leurs prévisions ne sont jamais examinées par un comité ou par qui que ce soit. La Chambre doit ensuite subir l'humiliation de devoir adopter un bill de subsides en sachant qu'elle approuvera 45 ou 46 milliards de dollars de dépenses sans avoir examiné convenablement la façon dont cet argent sera dépensé et sans demander des comptes aux ministères en cause sur leurs dépenses de l'année précédente. C'est très humiliant pour nous députés d'avoir à adopter de tels bills de subsides chaque année tout en sachant très bien que nous n'avons pas fait notre travail et que les dépenses de certains ministères et organismes du gouvernement n'ont pas été examinées, même pas de façon superficielle devant un comité. C'est tout à fait ridicule. Faut-il s'étonner que le Parlement soit en train de perdre son utilité? A mon avis, au lieu de sensibiliser la population au rôle, du Parlement, la télévision de nos délibérations à la Chambre va le montrer comme l'institution désuète qu'il est devenu.

[M. McGrath.]

Les caméras de la télévision devraient faire le tour de la Chambre ce soir et montrer combien de députés sont ici, et je suis le premier à reconnaître que je ne suis pas à la Chambre tellement souvent le soir. Le bill à l'étude est important. Les caméras de télévision devraient pénétrer dans les salles des comités permanents quand nous avons à examiner ce que le gouvernement fera de 50 milliards de dollars de l'argent des contribuables et montrer combien de députés assistent à ces réunions de comités. Il n'y en a pas beaucoup. Nous ne pouvons même pas obtenir le nombre voulu de représentants de chaque parti pour interroger les témoins.

Il y a un usage déplorable qui s'est glissé dans nos procédures et qui n'aurait jamais dû avoir cours; je veux parler du fait que les comités peuvent maintenant se réunir sans égard au quorum. Ils peuvent maintenant se réunir même si seulement cinq membres sont présents, pourvu que les deux principaux partis y soient représentés. Je souhaiterais que leurs délibérations soient télédiffusées en direct et en couleur pour que les Canadiens constatent par eux-mêmes combien inutile est devenue cette institution. Lorsqu'ils auront le courage de déclencher des élections, le premier ministre (M. Trudeau) et son gouvernement, qui ont plongé le Parlement dans cette triste situation, devront rendre compte aux Canadiens de ce qu'ils ont fait de cette institution.

Des voix: Bravo!

M. McGrath: Ils ne pourront, en aucune façon, justifier ce qu'ils ont fait de cette Chambre. La campagne électorale portera principalement sur l'économie, et pour cause. On parlera de l'inflation, qui résulte des dépenses éhontées du gouvernement. On parlera de la croissance du gouvernement, d'un gouvernement qui se livre à la dépense depuis dix ans et qui n'a aucun respect pour la Chambre ni pour qui que ce soit, car il sait qu'il n'a plus de comptes à rendre. La période des questions est devenu le seul moyen de demander des comptes au gouvernement, mais, encore là, on a tant fait qu'elle est de moins en moins utile. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation très grave.

● (2142)

En présentant à la Chambre l'amendement proposé par mon collègue, le député de Calgary Centre (M. Andre), nous avons essayé d'améliorer à la fois la situation et ce bill. Nous sommes en effet persuadés qu'à moins de mettre de l'ordre à la Chambre et de modifier le Règlement extrêmement insatisfaisant, le contrôleur général connaîtra le même sentiment d'impuissance que le vérificateur général qui, d'une année à l'autre, est venu se plaindre qu'il ne pouvait rien faire, que la situation échappait à tout contrôle. Nous ne pouvons pas tolérer une chose pareille.

Si nous laissons une telle situation se reproduire, la Banque du Canada devra encore faire fonctionner sa planche à billets pour faire face aux prodigalités d'un gouvernement qui ne rend de compte à personne. Il n'existe qu'une façon de changer cela. Et ce changement est inévitable. Nous devons renverser ce gouvernement incapable qui affiche un mépris total envers le Parlement.